

MAIRIE DE RIAN



ARRETE : PM N° 2024-066-3.

**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC
POUR DES TRAVAUX DE BORNE INCENDIE****Objet :** Arrêté temporaire de circulation :**CHEMIN SAINT MARC**

- **Le Maire de la Commune de RIAN** (Var) ;
- VU, la Loi du 4 avril 1884 ;
- VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.1, L 2212.2, L 2213.1, L2213-2 ;
- VU, le Code de la Route et notamment ses articles R 225, R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18, et R411-25 à R 411-27 ; R 417-10 et L 411-1 ;
- VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2125-1 et suivants ;
- VU, le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 et R 116-2 ;
- VU, le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1,
- VU, le Code Pénal, notamment son article R. 610-5,
- VU, la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relatif à l'exploitation sous chantier et l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;
- VU, l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
- VU, la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU, l'arrêté du Maire de RIAN (Var) en date du 22/12/1998 portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la commune ;
- **CONSIDERANT**, la demande en date du 08 février 2024 par laquelle la **Société M&M TP, située 98 boulevard de l'Europe, 13127 VITROLLES**, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public dans le cadre de travaux sur chaussée complète ;
- **CONSIDERANT**, la nécessité de permettre à la **Société M&M TP**, d'assurer d'une manière satisfaisante la sécurité, dans le cadre de travaux de poteau incendie, **Chemin Saint-Marc, 83560 Rians** pour le compte de la **Société AQUALTER** et de leur client « **La Table de Cupidon** » ;
- **CONSIDERANT**, que dans l'intérêt de l'Ordre et de la Sécurité Publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation du stationnement à l'occasion de ces travaux ;

ARRETONS**ARTICLE 1 : DEROGATION**

En raison des travaux susvisés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation pour le compte de la **Société M&M TP** :

-CHEMIN SAINT MARC**ARTICLE 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION**

La restriction à la circulation prendra effet du :

du lundi 26 février 2024**jusqu' au****vendredi 08 mars 2024 de 07h00 à 19h00****ARTICLE 3 : DISPOSITIONS**

Durant cette période :

- **La circulation pourra être réglementée manuellement et ou par feux tricolores,**
- **Il sera interdit de circuler sur les lieux d'interventions,**

- Il pourra être mis en place des déviations,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.
- Il pourra être mis en place une plaque en tôle pour favoriser le passage des véhicules.

ARTICLE 4 : SIGNALISATION

La signalisation temporaire sera mise et maintenue en place conformément aux articles 2 et 3 de ce présent arrêté de la manière suivante :

- L'entreprise chargée de la réalisation des travaux sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.
- Toutes les mesures seront prises pour optimiser la sécurité des piétons et des automobilistes pendant la durée de l'occupation du domaine public.

ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

La pétitionnaire de l'autorisation doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Conformément à la loi, l'affichage de l'arrêté Municipal doit être apposé sur la voie publique au préalable 48 heures avant le début des travaux et maintenu en place par l'entreprise en charge des travaux.

ARTICLE 6 : AGENTS D'APPLICATIONS

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

ARTICLE 7 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 9 : AMPLIATION

Ampliation est faite à :

- Monsieur Le MAIRE,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commune,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de RIANs,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,
- Monsieur le Commandant du Centre des Sapeurs- Pompiers de Rians.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Fait à RIANs, le 08 février 2024

Pour Le Maire
L'Adjoint Délégué à la Sécurité

Monsieur BLANC Joël

